



# MOSCOU

## ORGANE DU 3<sup>e</sup> CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N<sup>o</sup> 7. Mercredi 1er Juin 1921

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.  
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. -77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 43.  
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

### LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE SOVIETISTE.

I.

La situation générale actuelle est caractérisée par la continuation de la crise mondiale inaugurée par la grande guerre, qui aboutit à un ébranlement organique de tout le monde politique et social existant. Cette crise se développe sur deux plans: 1) le plan économique, c'est-à-dire la ruine économique dans laquelle se débattent tous les Etats, et le besoin primordial qu'ils ont tous de surmonter cette ruine; 2) le plan révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte plus ou moins consciente, plus ou moins développée, menée par les masses laborieuses en vue de la prise du pouvoir et de l'établissement de la dictature prolétarienne.

La ruine économique est un phénomène général qui embrasse également les pays capitalistes avec leurs succursales coloniales et les républiques soviétistes. Vainqueurs et vaincus, vieilles monarchies, présidences réactionnaires ou soviets révolutionnaires, nous sommes tous précipités dans cette ruine. En sortir, reconstruire la production et l'échange, tel est le besoin premier et le mobile dominant de tous les gouvernements et de tous les groupements politiques ou économiques de la période actuelle. Ce problème qui se pose devant nous se pose en même temps dans les pays capitalistes et dans les pays soviétistes, qui lui donnent seulement des solutions diamétralement opposées. La même ruine nous unit, capitalistes et révolutionnaires. Le même besoin de produire et de manger domine la politique des uns et des autres. Nous sommes associés dans la même tâche de reconstruction économique, tout en comprenant cette reconstruction de façon opposée. C'est ce besoin primordial qui crée un lien impérieux entre les républiques soviétistes et les pays capitalistes et qui sert de base nécessaire à leur coopération inévitable. Gouvernements capitalistes et gouvernements soviétistes, nous sommes attachés les uns aux autres par le besoin que nous avons les uns des autres. C'est la ruine générale qui est notre trait d'union et qui a pour résultat impérieux et nécessaire notre collaboration, les traités qui nous unissent déjà et qui nous uniront de plus en plus, enfin les concessions que nous nous faisons mutuellement dans les sphères les plus importantes de notre politique.

Tout autres sont les relations existant entre nous sur le plan révolutionnaire. De même qu'au Moyen-Age on distinguait l'*Ecclesia militans*, luttant péniblement dans la vallée de larmes de cette terre, et l'*Ecclesia triumphans*, jouissant du fruit des luttes terrestres et en possession de son but, de même le monde prolétarien actuel distingue les pays d'oppression capitaliste, où le martyr sanglant des masses révolutionnaires et de leurs avant-gardes organisées n'est pas encore terminé, et les pays de domination prolétarienne, où la classe ouvrière manie déjà l'appareil gouvernemental comme un instrument de la lutte de classes contre ses oppresseurs déchus et prend déjà en mains la tâche immédiate du jour, c'est-à-dire la reconstruction de l'économie nationale sur le fondement communiste. Si les besoins économiques généraux et la ruine commune unissent les pays capitalistes aux pays soviétistes et les obligent à collaborer, c'est dans un sens absolument contraire qu'agissent les forces motrices sur le plan révolutionnaire en créant une opposition irréductible entre les Etats où le capital domine et ceux où les salariés se sont emparés du pouvoir.

Le premier facteur oblige les uns et les autres à s'unir, le second les oppose irréductiblement les uns aux autres. Telle est la contradiction dominante traversant toute la vie politique actuelle, à laquelle chacun de nos pas se heurte dans l'un ou l'autre des deux domaines. Les influences de forces motrices contraires s'entrecroisent et s'interfèrent. Elles produisent dans la politique des grandes puissances cette ligne vacillante et pleine d'imprévu qui la caractérise. Elles sont la cause des soubresauts continus de Lloyd George, de Storza et plus ou moins de tous les autres cabinets. Comme si le monde politique actuel n'était pas suffisamment saturé de contradictions et de

forces divergentes déchaînées par la guerre et s'entrechoquant perpétuellement, comme si le chaos politique général n'était pas assez complet, le tableau bigarré à l'infini que présente tout l'échiquier politique est encore entrecoupé, traversé, ébranlé jusque dans ses fondements, par cette opposition fondamentale entre deux mondes sociaux qui se prennent l'un l'autre à la gorge.

Si pour un instant nous laissons de côté le point de vue des luttes révolutionnaires pour concentrer notre attention sur les autres aspects de la vie politique actuelle, ce qui nous frappera le plus, c'est la domination immédiate, à un degré jusqu'à présent inouï, des besoins économiques primordiaux, les plus élémentaires, du besoin de manger, de se chauffer, d'allumer les hauts-fourneaux, d'alimenter la production en matériaux les plus simples. Jamais la politique n'a été à un tel point de l'économie pure et presque immédiate. Jamais le surédifice politique complexe n'a été à un tel point réduit à un mirage, à une ombre presque impalpable. La période qui s'est écoulée depuis le traité de Versailles jusqu'aujourd'hui nous fait assister à un évanouissement rapide et progressant des facteurs politiques appartenant à ce surédifice, élevé au-dessus des forces économiques. Pour ne citer qu'un exemple, le nationalisme des peuples précédemment opprimés, qui à première vue semble une force presque irrésistible, est au contraire, si nous le considérons attentivement, un jouet docile entre les mains des grands intérêts économiques mondiaux. Ces bourgeoisies en apparence jeunes des nationalités reconstituées jouent en réalité pour la plupart le rôle de succursales et d'instruments des forces dominantes financières qui régissent le vieux monde capitaliste. Ce sont en réalité les grands intérêts mondiaux capitalistes qui s'entrechoquent et s'entredéchirent, et dans leur jeu, les passions et les aspirations des petites nationalités, leurs revendications, leurs traditions, leurs besoins, ne sont devenus, entre leurs mains qu'un cinématographe merveilleusement joué destiné à cacher dans ses coulisses la vérité peu engageante des intérêts réels, puissants et sordides qui agissent dans le vieux monde capitaliste.

Plus solides et plus réels sont les intérêts stratégiques des grandes puissances, qui sont le masque politique des groupements financiers dominants. Mais c'est justement l'intérêt stratégique qui depuis la signature du traité de Versailles s'efface de plus en plus devant les besoins économiques immédiats. La contradiction principale entre la politique de l'Angleterre et celle de la France, c'est que l'Angleterre la première a relégué au second plan les buts stratégiques et a commencé à considérer l'Allemagne surtout au point de vue de l'intérêt économique, lequel demande sa conservation en tant qu'organisme vivant et efficace. La France au contraire, aveuglée par ses considérations purement militaires et par sa crainte folle d'une invasion allemande future, a continuellement sacrifié toutes les considérations découlant du besoin général de reconstruction économique pour rechercher avant tout l'écrasement définitif ou le démembrement de l'Allemagne, ou du moins son encercllement par des forces radicalement hostiles et servant d'avant-postes militaires à l'état-major français. La scène à laquelle nous assistons, c'est le spectacle de la banqueroute de cette politique stratégique. Son impossibilité matérielle apparaît de plus en plus évidente. Ses principaux atouts sont tombés à terre, et la politique française elle-même est obligée de s'inspirer de plus en plus des aspirations et des velléités économiques de son pays, qui diffèrent profondément de celles de l'Angleterre et qui l'entraînent dans des conflits de plus en plus chroniques avec cette dernière. Quoiqu'il en soit, la politique étroite d'état-major, politique d'hier ou plutôt d'avant-hier, a déjà fait son temps. Le jour où le gouvernement français a abandonné l'ex-empereur Charles a marqué la faillite de tout un système, du système qui est lié à la personnalité de Millerand et qui continue celle de Clé-

menceau, du système qui n'était au fond qu'un rafraîchissement de vieilles théories du second empire, le dernier effort d'une diplomatie de vieille école. La restauration monarchique et cléricale dans les régions de l'ancienne Autriche-Hongrie et la création d'une Allemagne méridionale la reliant comme un pont à la France dominatrice, voilà le système qui s'est effondré entre les mains de la diplomatie française au moment même où cette dernière croyait avoir atteint son but. Ce n'est là qu'un exemple des épreuves traversées par la politique d'état-major suivie à Paris et du changement profond et définitif que cette politique subit actuellement.

Le naphte et le charbon, voilà les deux forces essentielles qui régissent la diplomatie actuelle, et peut-être davantage encore le blé, le pain quotidien. Les matières premières indispensables à la vie, voilà précisément ce que la victoire n'a pas donné aux grandes puissances capitalistes. La politique d'état-major a augmenté la ruine et n'a fait qu'éloigner les grands Etats capitalistes de l'assouvissement de leurs besoins les plus simples, et c'est pour avoir du blé, pour avoir des matières premières en général, que les ennemis capitalistes irréductibles de la métropole soviétiste lui tendent aujourd'hui la main et cherchent à trouver avec elle, grâce à des concessions mutuelles, un modus vivendi rendant possible une activité commune. Les gouvernements ne luttent plus comme autrefois pour l'exportation de capitaux, but principal des grands combats diplomatiques et des combinaisons politiques si compliquées de la période précédente de l'histoire. Les chancelleries rivalisent aujourd'hui pour l'importation. C'est pour l'importation que le gouvernement anglais et les autres à sa suite négocient et signent des traités avec la Russie révolutionnaire. L'exportation des produits a aussi cessé, dans le chaos politique et économique actuel, d'être comme autrefois le plus naturel des phénomènes. Partout c'est la crise, partout c'est le chômage. L'interdépendance économique, déchirée par les ruines dont le traité de Versailles a rempli le monde, par les luttes interminables qui se poursuivent entre vainqueurs et vaincus, ainsi que par le grand duel épique avec la Russie révolutionnaire, se venge en obligeant à chômer les industries des grands pays capitalistes qui la négligent. C'est cette interdépendance mondiale qui amène les gouvernements capitalistes à traiter avec les gouvernements soviétistes honnis et maudits. C'est elle qui nous amène, nous, le premier gouvernement communiste dans le monde, à répondre aux désirs de ceux qui veulent renouer avec nous les liens économiques nécessaires à tous. C'est elle qui nous impose cette politique de tractation et de collaboration avec les gouvernements capitalistes qui est le signe dominant de la période actuelle de notre histoire. Reconstruire, voilà partout le mot d'ordre; reconstruction: voilà le résumé de toute la politique extérieure et intérieure, de tous les efforts, de toutes les aspirations, de toute la vie de la Russie Soviétiste actuelle. Poussée par son besoin de reconstruction économique, elle est entrée comme gouvernement établi dans la société des gouvernements existants. Par des moyens diamétralement opposés elle a à résoudre la même tâche qui incombe à ses adversaires capitalistes. Un duel pacifique voilà ce que sont les relations entre la Russie Soviétiste et les Etats capitalistes. Qui de nous saura résoudre le grand problème actuel, saura vaincre la ruine mondiale? Les gouvernements soviétistes et les gouvernements capitalistes rivalisent entre eux, dans une émulation pacifique, avec des moyens radicalement contraires, pour résoudre un seul et même problème. Celui qui le résoudra sera le triomphateur. C'est en accomplissant cette tâche de reconstruction économique que le monde communiste s'affirmera et vaincra définitivement.

La politique extérieure de la Russie Soviétiste est toute tracée d'avance par ces motifs fondamentaux. Rendre possible la collaboration économique avec les autres pays, voilà notre but principal. Pour cela nous avons besoin de la paix et la première tâche de notre politique extérieure consiste à nous la conserver. Pour cela il faut des concessions mutuelles et c'est autour de ces concessions que se déroule notre activité diplo-

### Le Mouvement National des Kurdes.

Le Kurdistan est de nouveau en proie à l'insurrection. Ce n'est pas la première fois que les kurdes se soulèvent pour secouer le joug des pachas et des beks; il y a longtemps déjà qu'ils en ont assez de la domination des khalifes.

Il y a quarante ans déjà que ce mouvement a pris des contours précis et depuis 1903 il possède même son organe "Le Kurdistan", rédigé par Bedrkhan-Bey, qui n'a cessé de mener une campagne énergique pour l'affranchissement du peuple kurde. Ces "songe-creux" avaient pour centres Souleymanieh, Sakky, Senneh. Les sultans avaient beau lutter contre les kurdes, toutes les expéditions entreprises n'aboutissaient à rien, et les impitoyables répressions perpétrées par les janissaires avaient la plupart du temps des résultats contraires à ceux qu'on en attendait. Le sultan Abdul-Hamid tenta le premier une "estimation" des kurdes à leur juste valeur: il voulut les acheter. Il distribua des terres aux beks et aux cheikhs, qui sont les chefs temporels et spirituels des kurdes, il leur accorda des bénéfices, des titres de noblesse, des dignités. La tribu des khamavandes, entre autres, reçut comme témoignage de reconnaissance, pour services rendus à la Porte pendant la guerre Russo-Turque, de vastes pâturages. Le sultan s'efforça particulièrement d'utiliser les kurdes pour soumettre les arméniens qu'il avait toujours considérés comme un élément dangereux pour la sécurité de l'Etat turc; à cet effet il donna au kurdes pleins pouvoirs sur les arméniens: ils pouvaient à loisir lever les impôts tant qu'il leur semblerait bon et saccager impunément les villages arméniens; ils furent pendant un certain temps les instruments aveugles des atrocités turques: ils se chargeaient des massacres et des pogromes. Par une semblable politique le sultan réussit à semer la division parmi les kurdes, mais les intellectuels kurdes se rendaient compte du tort occasionné par ces pratiques pernicieuses et luttèrent avec acharnement contre le courant de corruption émanant des autorités turques. La propagande des agitateurs jeunes kurdes ne resta pas sans effet: les kurdes refusèrent désormais, de plus en plus souvent, de se soumettre aux ordres des pachas et des beks, et il est intéressant d'enregistrer que lors de la dernière guerre, des milliers de familles arméniennes poursuivies par les massacreurs turcs trouvèrent un abri et un soutien précieux dans les villages kurdes.

Le mouvement national kurde présente un intérêt de premier ordre. Les kurdes sont un peuple en partie sédentaire et en partie nomade; il semble cependant qu'ils tendent à devenir nettement sédentaires; ils s'occupent surtout d'élevage. Les tribus sont encore très vivantes, et la nation kurde telle que nous l'entendrions ne fait encore que s'ébaucher, mais cela n'empêche pas que le sentiment national soit très vif et que les insurrections qui jaillissent sur ce terrain portent un caractère d'extrême acharnement. Ce fait qui semble à première vue paradoxal, s'explique aisément lorsqu'on songe au régime de terreur sanglante qui a régné si longtemps sur la contrée. Mais ce n'est pas encore là qu'il faut chercher les origines profondes du mouvement révolutionnaire national kurde. La cause principale git dans le régime économique du pays. Il se présente sous l'aspect d'une contrée montagneuse difficilement acces-

matique. Nous avons à consolider notre situation extérieure. Nous avons à déjouer les plans d'intervention qui surgissent toujours dans certains pays. Nous avons à ouvrir toutes les issues à notre commerce, à nos exportations et à nos importations, à toutes les possibilités de cette entr'aide économique dont le besoin est urgent pour nous et autant pour les autres. La consolidation extérieure de la position du gouvernement soviétiste est même un des éléments les plus importants de sa consolidation intérieure.

G. TCHITCHERINE.

sible, avec de vastes pâturages et un cheptel nombreux; il pourrait presque suffire à lui-même, et les rares produits d'importation, il les reçoit de la Perse, de l'Arménie et de la Mésopotamie; quant à la métropole, il n'y est relié que par des rapports administratifs et politiques, sans plus. Pour ce qui est de la culture intellectuelle, les kurdes doivent tout aux arabes de la Mésopotamie dont l'influence a été décisive.

Pendant la guerre cette influence a été non sans succès mise à profit par les anglais qui tâchèrent, au moyen d'une propagande menée par les arabes, de soulever les kurdes contre les turcs. Si le but ne fut pas atteint, la neutralité d'un certain nombre de tribus kurdes fut assurée.

La guerre finie, les anglais abandonnèrent tout espoir d'utiliser le mouvement national kurde aux fins de leurs intérêts impérialistes. Cependant tout laisse supposer que jusqu'à présent les anglais continuent à subsidier les nationalistes kurdes.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que le mouvement national kurde n'ait rien que d'artificiel et ne soit suscité que par les manœuvres intéressées des impérialistes. Il possède au contraire un caractère bien marqué de spontanéité. Il est dirigé par les jeunes-kurdes organisés en une Société de Secours mutuels qui a son centre à Constantinople et des filiales dans toutes les villes d'Anatolie Orientale et de Mésopotamie. L'organe des nationalistes est le "Djinn", qui paraît à Constantinople. Une grande quantité de propagandistes de cette société, répandus dans toutes les villes du Kurdistan, mènent une agitation infatigable en faveur de l'autonomie du Kurdistan. L'énorme influence de cette propagande sur les masses kurdes est telle que le ministre de la Porte, Ferid-Pacha, n'a pu, lui-même, ne pas la reconnaître. Kemal Pacha, arrivé au pouvoir, s'empressa de leur promettre l'autonomie, mais appréciant ces sortes de promesses à leur juste valeur depuis qu'ils ont vu l'Arménie dupée par le même Kemal, les kurdes ne désarment pas.

En 1919 Kemal avait réussi à écraser impitoyablement les Kurdes insurgés, mais à l'heure actuelle une pareille répression sera beaucoup plus difficile à mener à bien car la réalisation de la "Grande Turquie" rêvée par les kemalistes, se heurtera à une hostilité multiple, tant chez les habitants des campagnes que chez les diverses nationalités qui peuplent l'Asie Mineure.

V. SURTO.

## L'adhésion à la IIIème Internationale du Parti Communiste de Roumanie.

Un radio de Bucarest, enregistré la semaine dernière par les "Izvestia" et la "Pravda", nous a apporté la nouvelle que le parti socialiste de Roumanie a adhéré, enfin, à l'Internationale Communiste.

Ce vote, résultat de la poussée des masses — sur qui l'activité communiste illégale a eu une très grande influence, mit fin à la situation anormale du mouvement ouvrier de Roumanie. Sorti virtuellement de la IIIème Internationale depuis 1915, par le fait de sa participation à Zimmerwald aux réunions des gauches socialistes, le parti socialiste de Roumanie est resté, à l'époque ultérieure d'effervescence révolutionnaire, en dehors de toute organisation internationale, y compris la Fédération Balkanique.

L'affiliation à l'Internationale Communiste, qui vient d'être réalisée après la faillite complète de la tactique opportuniste des dirigeants du parti, se produit malheureusement trop tard pour pouvoir empêcher que soient consommés les résultats néfastes d'une politique qui a nui au développement du mouvement communiste en Roumanie.

Depuis la fin de la guerre, le mouvement ouvrier a pris une grande extension. Les couches les plus arriérées de la classe ouvrière entrèrent dans les organisations de classe du prolétariat. Et en même temps de grandes grèves éclatèrent, l'une après l'autre, grèves dont les revendications portaient surtout un caractère politique. C'étaient les vagues de la même tempête qui s'était déclanchée depuis la fin de 1918 dans toute l'Europe, c'était le même phénomène qui manifestait le développement de la conscience collective révolutionnaire.

Mais dans ces moments, où le parti socialiste de Roumanie était appelé à accomplir un devoir historique, ses chefs n'ont rien compris, n'ont rien voulu comprendre. En s'appropriant l'idéologie des traîtres du mouvement ouvrier international, ils ont abandonné le vieux critérium de l'intérêt de la classe ouvrière. Non seulement le parti est resté en dehors de la Fédération Balkanique et de

l'Internationale Communiste, mais, comme aucun congrès n'avait eu lieu depuis 1914, il n'a élaboré, même pour la politique intérieure, aucun programme bien déterminé, il n'a eu aucune direction bien définie.

En 1918 et 1919, à l'époque de troubles et de mouvements des masses, où une seule étincelle aurait pu provoquer dans les Balkans l'incendie, où devaient disparaître, avec les monarchies pourries, les bourgeoisies organiquement incapables de prendre le pouvoir, — le parti socialiste de Roumanie, faible et sans programme, a compromis, dans une certaine mesure, l'œuvre de la révolution balkanique. Il n'avait su donner aux masses aucun mot d'ordre précis, concret, pratique. Si un moment (automne 1918) les "chefs" firent quelques pas à gauche, ils reculèrent à la première offensive de la bourgeoisie, ils abandonnèrent la vieille tradition du marxisme révolutionnaire, suivie jusque là par le parti. Et, pour pouvoir fusionner avec les partis socialistes des nouvelles contrées annexées, ils ont transigé avec les émules de Bukingher et Adler, se sont efforcés d'apaiser l'esprit révolutionnaire des masses et ont toléré longtemps dans le parti les Grigorovici, Flueraşch, Jumanka et autres individus ejusdem farinae, qui ont collaboré avec Bratiano à l'étouffement de la révolution hongroise.

Après la conférence de Mai 1919, le parti tombe entièrement dans les mailles des social chauvinistes et des centristes. Dorénavant naturellement le but qu'il poursuit est non pas la propagande communiste et l'action en vue de la révolution, mais une répétition ridicule de la trahison kautskienne, mêlée à une admiration phraséologique de la révolution russe, sans prêter la moindre attention au développement des mouvements de masses se manifestant parmi les ouvriers, paysans et même parmi les soldats.

Après le massacre du 13 Décembre 1918, quand au centre de Bucarest tombèrent 104 ouvriers, les "chefs" du parti socialiste, pour pouvoir sortir de prison, se prêtèrent au plus ignoble marchandage avec le ministre "libéral" Marzesco et obtinrent la liberté, au prix de la condamnation de 4 camarades qui travaillaient dans le mouvement communiste. Parmi ces derniers se trouvait aussi le camarade Al. Constantinescu, ancien militant et membre du comité exécutif du parti, qui depuis l'occupation allemande avait commencé — à l'insu des "chefs" — à grouper les éléments extrémistes en vue de la propagande révolutionnaire parmi les masses. Le cam. Constantinescu fut condamné à mort par contumace.

En juillet 1919, quand Bratiano étouffait — manu militari — le républicanisme soviétique hongroise, le parti ne fit pas la moindre protestation contre ce crime — pas encore expié.

Peu après, les "chefs" du parti entrèrent en pourparlers politiques avec Averesco, qui, alors dans l'opposition, pour se faciliter l'accès au pouvoir, prenait des attitudes de frondeur. Bien sûr que ces pourparlers — vrai guet-apens de la part d'Averesco — restèrent inconnus aux membres du parti.

L'activité parlementaire des députés socialistes ne fut que la conséquence logique de l'opportunisme du parti. Après avoir conseillé aux paysans, durant la campagne électorale, de ne pas recourir aux violences et d'attendre de la "démocratie" le salut et le bonheur social, les leaders socialistes, une fois élus, se mirent à discourir sur "le respect de la démocratie pure", le respect des "libertés bourgeoises", "l'amélioration de l'état de la classe ouvrière", etc....

Même après que l'initiative révolutionnaire a passé entre les mains des masses (les grandes grèves de 1919 et 1920, où les ouvriers eux-mêmes ont mis à l'ordre du jour, avec plus de conscience et de clarté que leurs "chefs", tout le problème social du pays) le parti n'a rien fait pour affermir l'esprit révolutionnaire qui se manifestait et pour canaliser le mouvement déclanché, il n'a pas su lui donner une base théorique et un but pratique précis et immédiat.

Aussi la bourgeoisie réussit-elle à prendre le dessus. Le parti étant faible, désorganisé, sans programme et sans direction, la bourgeoisie — qui un moment craignait beaucoup l'attitude agissante des masses — ne se gêna plus et inaugura le régime des répressions, des crimes et des assassinats. Ainsi se produit, dans des proportions encore plus grandes, en Octobre 1920, l'écrasement de la grève générale, déclanchée par les masses, mais mal préparée par les "chefs", contre la volonté desquels elle avait été proclamée.

C'est contre cette faillite complète que se sont levés les ouvriers en tâchant de maintenir les cadres du parti qui sombrait et accourant à présent avec un courageux élan sous les drapeaux de l'Internationale Communiste.

ALEXANDRE NICOLAU.

# A TRAVERS le PAYS SOVIETISTE.

## Les Ouvrières et les Paysannes dans l'Etat Soviétique.

### La Protection de la Maternité et de l'Enfance.

C'est seulement depuis la révolution d'Octobre qu'on a réalisé en Russie la protection de la maternité et de l'enfance. La plus grande part de ce travail a été accomplie par les femmes elles-mêmes des villes et des campagnes. Mais les ouvrières ont commencé, et les paysannes ne se sont mises à l'œuvre que dans ces tout derniers temps.

Pendant le régime soviétique, les ouvrières ont créé en Russie 331 refuges, 456 crèches, 175 gouttes de lait, 70 maisons de la mère et de l'enfant, 21 asiles d'accouchement.

### Dans l'Administration.

Les Sections Féminines existant auprès des comités communistes se sont efforcées d'entraîner les ouvrières et les paysannes dans le travail pratique d'administration. A cet effet elles ont pris tous les moyens pour éclairer les masses laborieuses féminines écartées pendant de longs siècles de toute vie sociale et pour leur apprendre enfin à revendiquer et à exercer leur part active dans la construction de la société nouvelle.

Des assemblées de déléguées sont élues par les ouvrières et les paysannes et ces assemblées à leur tour désignent des représentants qui travaillent pendant deux mois dans les sections administratives des soviets afin de se familiariser avec la marche des affaires et d'agir ensuite elles-mêmes de façon indépendante. Le 19 avril 1921 le Conseil des Commissaires du Peuple a publié un décret d'après lequel chaque femme travaillant ainsi dans les services des soviets est assimilée à tous les points de vue aux "instructeurs". En particulier les ouvrières ainsi détachées continuent de recevoir les rations alimentaires et le logement de leurs entreprises, plus un traitement qui est celui des instructeurs. Tous les soviets sont invités à prêter assistance à leurs collaboratrices-femmes.

Ce décret a largement favorisé la participation des ouvrières à la construction de l'Etat Soviétique. Dans tous les districts on compte par milliers les ouvrières et les paysannes qui jouent un rôle actif dans l'Etat. Ainsi, d'après des chiffres incomplets, 800 ouvrières ont été détachées dans les soviets de la seule province de Jaroslav en 1919-1920.

### Pour les Enfants.

La crise économique résultant de la guerre impérialiste et civile a placé dans une terrible situation la jeune génération. Le pouvoir des Soviets a entrepris pour remédier à ce mal diverses campagnes qui nécessitent la participation directe des ouvrières et des paysannes. Ainsi dans la province d'Odessa, pendant la "Semaine de Protection de l'Enfance" les ouvrières ont fait des collectes et des meetings de propagande pour inviter leurs compagnes à participer à l'œuvre d'amélioration et de multiplication des établissements de toutes sortes destinés à l'Enfance. Des distributions d'effets ont été inaugurées. Ainsi en décembre 1920 il a été envoyé aux enfants environ 20.000 colis à titre de présents.

Dans la province de Nikolaev 300 déléguées ont fait la visite des installations enfantines et la collecte de produits en nature et en argent.

Dans la province de Krémentchoug 6 à 700 ouvrières ont pris part à des visites semblables. Dans les samedis communistes on a confectionné 500 collections de linge et de vêtements. Dans la même semaine on a fondé 14 crèches et une maison de la mère et de l'enfant.

Dans la province de Kharkov 564 ouvrières ont pris part à la Semaine de la protection de l'enfance. 200 ont fait la collecte, 245 ont confectionné des vêtements.

Une Commission spéciale de 65 ouvrières a été envoyée en mission pour la protection du travail des mineurs.

### En Ukraine.

En Ukraine la propagande parmi les femmes a commencé seulement en février 1920. Elle a été sérieusement entravée par les incursions et les attaques des bandes de toutes sortes. La section féminine du Comité Central Communiste d'Ukraine a réussi cependant à entraîner un grand nombre d'ouvrières et de paysannes dans le travail gouvernemental. Elles sont membres des soviets, elles prennent part à l'organisation et au con-

trôle des installations enfantines, elles travaillent comme stagiaires dans les sections administratives et beaucoup y restent même à titre définitif.

Voici quelques chiffres concernant la ville de Kharkov en 1920: 500 ouvrières ont été élues au Soviet. 102 travaillent de façon permanente dans les sections administratives et 181 comme stagiaires, 117 sont entrés dans l'inspection ouvrière et paysanne, 65 dans la Commission pour la Protection de l'Enfance, 265 dans différents cours, 26 dans la milice etc.

Dans la province d'Odessa, où la Section Féminine existe depuis mars 1920, on compte au soviét 228 députés-femmes.

### Au Donetz.

La propagande parmi les femmes du Donetz a embrassé en un temps relativement court des masses importantes d'ouvrières et de paysannes. Les assemblées des déléguées, les visites d'administration, etc. obtiennent de fructueux résultats aussi bien dans les villes que parmi les paysannes et les cosaques. En 1920 le nombre de déléguées élues par les assemblées a atteint 930, celui des stagiaires dans les sections administratives 903, celui des paysannes et ouvrières travaillant à demeure dans ces sections 300. Parmi les membres du Comité Exécutif de la province il y a 8 ouvrières, dans les Comités Exécutifs cantonaux, 12 paysannes etc.

Dans les Comités d'usines on compte déjà 51 ouvrières. Il a été ouvert à Rostov 16 crèches, grâce aux efforts directs des ouvrières et des paysannes.

### Défense du Pays.

Au jour du danger où la république soviétique était entourée de gardes-blancs les ouvrières et les paysannes n'ont pas été les dernières à prendre sa défense. Abandonnant les enfants, elles ont gagné les fronts en qualité d'infirmières de toutes catégories.

En 1919-1920, il en est parti ainsi plus de 10.000. 1854 ont trouvé la mort sur le front, parmi lesquelles il y avait même des femmes-soldats.

— A Ekaterinbourg le Syndicat du Textile a décidé d'approvisionner avant tous les autres les ouvriers qui fréquentent régulièrement les écoles.

— Les mineurs d'Emelianovskoe près de Bakhmout ont retiré dans un dimanche de travail volontaire 137.744 pouds de charbon.

— A Tambov le Conseil provincial des Syndicats a ouvert une maison de repos.

— Briansk dans ces derniers temps la rédaction des Izvestia reçoit chaque jour de nombreuses lettres de socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche annonçant leur sortie du parti.

— A Pavlovsky-Posad la manufacture Karnéiev a exécuté 154% de son programme dans la première moitié d'avril, 188 métiers travaillant seulement sur 200.

— Dans la province de Pétrograd on compte actuellement 375 domaines soviétiques et 200 communes agricoles. Tous ont obtenu de brillants résultats pour l'amélioration de l'exploitation. Le domaine de Souvorino près de Gatchina a labouré avec des charrues ordinaires une surface supérieure à celle du temps de paix. A Bielgorodsk le domaine soviétique a installé l'éclairage électrique dans 4 villages voisins.

— Les enfants de la Maison de l'Enseignement de l'usine Baltique à Pétrograd ont organisé un potager modèle. Toute la récolte sera partagée également entre les écoliers. Les enfants se livrent avec ardeur au travail de la terre.

— Le nouveau directeur de la section des théâtres de Pétrograd est un ouvrier du Proletcult Ozimine.

— Les usines chimiques pour le travail du phosphore rouge à Pétrograd ont fourni dans le premier quart de l'année 12 pouds 80 livres de ce produit rarissime que la Russie achetait autrefois à l'étranger.

— L'équipage du vapeur "Historien Klioutchevski" arrivé à Rybinsk avec des marchandises de la Basse Volga a déchargé lui-même son chargement en samedis communistes et a fait don de son salaire de 300.000 roubles aux jardins d'enfants.

— Les transports fluviaux du Don et du Kouban ont dépassé leurs plans de réparation de la flotte. Au lieu de 27 bateaux de voyageurs il en a été réparé 31. Au lieu de 65 chalands, il a été réparé 78.

# A L'ETRANGER.

## France.

Le „Petit Journal“ annonce de Brest une grande manifestation des ouvriers de l' Arsenal pour protester contre la réduction du travail. Les manifestants avec des drapeaux rouges ont chanté devant la préfecture maritime l'Internationale et l'hymne aux Soviets.

L'„Humanité“ se félicite de la démobilisation des hommes mariés et soutiens de famille de la classe 19 comme d'un premier succès de la campagne entreprise par les socialistes.

### Bagarres sanglantes à Paris.

Lyon, 30 mai. (Radio).—Le parti communiste avait organisé dimanche, pour commémorer le 50-me anniversaire de la Commune, une procession dans le cimetière du Père Lachaise. Il n'y eut point de désordres pendant la manifestation, mais plus tard dans l'après-midi il y eut une collision entre un groupe d'anarchistes et la police. Un certain nombre d'arrestations fut opérée par la police et une vingtaine de personnes furent blessées, dont le député Ernest Lafont.

### Un Congrès des cheminots Français.

Lyon, 30 mai. (Radio).—Le congrès national des cheminots s'ouvre mardi à Paris. On prévoit une lutte ardente entre les réformistes et les communistes.

Le journal „Warszawski Golos“ annonce la prochaine réunion à Paris d'un congrès national destiné à constituer un centre national des émigrés russes à l'exclusion des extrême-gauche et des extrême-droite. Le journal estime que ce Congrès aura le même sort que la Conférence des membres de la Constituante: „Nous aurons une montagne de résolutions et de protestations et en fin de compte on arrivera à une rupture de plus. La polémique et les campagnes forcées qui précèdent le Congrès ont décidé d'avance de son sort“.

## Angleterre.

### La continuation de l'Etat de siège en Irlande.

Nauen, 30 mai. (Radio).—Le gouvernement britannique a décidé de maintenir l'état de siège en Irlande méridionale.

## Allemagne.

### Une crise dans l'industrie métallurgique de l'Allemagne.

Nauen, 30 mai. (Radio.) La métallurgie allemande montre des signes d'une décadence économique. Selon les bureaux de travail de la Rhénanie, de la Westphalie et de Lippe, le nombre des sans-travail augmente continuellement. Plusieurs usines ne travaillent que quatre jours par semaine. D'autres ont été fermées à cause des difficultés pour l'écoulement des produits.

### Un nouveau ministre Allemand.

Lyon, 30 mai. (Radio.) Le président Ebert a, sur la proposition du chancelier, nommé Walter Rathenau ministre de l'empire de reconstruction.

Hanovre, 30 mai. (Radio du correspondant berlinois de l'International News Agency Mason.) Le premier ministre de la Bavière von Kahr menace de quitter son poste si les gardes civiques bavarois ne sont pas autorisés à garder leurs fusils. Il consent à ce qu'ils rendent leur artillerie et leurs mitrailleuses.

### La peine pour le second coupable de la guerre.

Hanovre, 30 mai. (Radio.) Le tribunal suprême de Leipzig a condamné le capitaine Müller à six mois de prison.

## Haute-Silésie.

D'après le communiqué de l'Etat-Major des insurgés, le calme règne sur tout le front. Sur plusieurs secteurs les Allemands porteurs de drapeaux blancs sont venus devant les postes polonais proposer un armistice.

### La session du Conseil suprême.

Lyon, 30 mai. (Radio).—Selon l'agence Havas, le gouvernement français, dans une note à informé le gouvernement bri-

tannique de son point de vue au sujet des modalités de la rencontre du conseil suprême qui aura lieu à Boulogne et où la question de la Haute-Silésie devra trouver une solution. La note dit qu'avant tout, l'ordre et l'autorité de la commission interalliée doivent être rétablis en Haute-Silésie. Les Polonais sont prêts à se soumettre maintenant. Il faut espérer que les Allemands eux aussi mettront bas les armes. L'arrivée des troupes britanniques contribuera aussi à une amélioration de la situation. Le Conseil Suprême sera convoqué dès que l'ordre légal stipulé par le traité de Versailles sera rétabli en Haute-Silésie et que la commission des experts aura terminé son rapport sur les différents côtés de la question.

Hanovre, 30 mai. (Radio du correspondant berlinois de l'International News Agency Mason.) Le général Hennicker, commandant les troupes britanniques, s'attend à ce que les opérations militaires des alliés commencent mardi, après un conseil de guerre des commandants alliés. — La Reichsbank a envoyé de Berlin 50.000.000 de marks en Haute-Silésie pour payer les mineurs, en vertu des ordres reçus de la commission interalliée.

### Un changement dans le cours des événements.

Hanovre, le 30 mai. (Radio du correspondant berlinois de la „Chicago News“ Decker.) Les combats acharnés, le manque d'argent et l'insuccès de la tentative de forcer l'opinion de la population de la Haute-Silésie font perdre aux insurgés leur courage. Il n'y a plus la même énergie, avec laquelle le mouvement avait commencé. L'intérêt à la cause polonaise n'est plus apparent que dans les localités où les Polonais sont en très grande majorité. Le nombre des déserteurs augmente tous les jours. La confirmation de la nouvelle de l'arrivée des troupes britanniques a amené un grand changement: les insurgés sont prêts à commencer des pourparlers et ils ont envoyé des parlementaires, qui cependant n'ont pas été reçus par les officiers anglais puisque, de même que les Italiens, ils ne reconnaissent pas les insurgés par principe. Les insurgés sont maintenant prêts à désarmer et demandent aux alliés d'occuper de nouveau la zone plébiscitaire. Cependant, une partie des insurgés pense que leur but a été atteint et ils font des tentatives pour prendre entre leurs mains le contrôle des mines et pour percevoir les impôts qui, jusqu'à présent avaient été payés à la trésorerie de la commission interalliée.

## Pologne.

L'organe du Ministère du Commerce de l'Industrie insère un grand article sur la nécessité de rétablir les relations commerciales entre la Russie et la Pologne et sur les intérêts mutuels qui unissent les deux Etats.

D'après les renseignements officiels, Pilsudsky n'a pas accepté la retraite de Witos et lui a proposé de recomposer son Cabinet. Witos n'a pas encore donné de réponse définitive. D'après les journaux de Varsovie, le quatre groupes du centre ont exprimé à Witos leur confiance et leur décision de laisser leurs représentants dans le Cabinet, à condition que le choix du ministre des Affaires Etrangères soit fait d'un commun accord.

Le 28 mai sous la présidence de Dombrowsky a eu lieu une conférence pour la liquidation des camps d'internés russes et ukrainiens. Le procès du capitaine Wagner, du sous-lieutenant Malinowsky et du caporal Gazda, accusés de violence contre les prisonniers russes dans le camp de Strielkovo, où trois prisonniers ont été fusillés sur leurs ordres, s'est terminé par l'acquiescement de tous les accusés.

## Autriche.

### Le plébiscite dans le Salzbourg.

Lyon, 30 mai. (Radio).—Malgré le suprême avertissement du gouvernement autrichien, un plébiscite a eu lieu à Salzbourg. Le vote s'est déroulé dans le plus grand calme. Les milieux officiels n'y ont participé en aucune façon. Le vote a revêtu un caractère privé. Les résultats connus montrent une quasi unanimité en faveur du rattachement à l'Allemagne. Le journal allemand „Germania“ constate que l'agitation en faveur d'un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne est entretenue par la presse pan-germaniste à la solde des gros industriels de Rhénanie.

## Etats-Unis.

D'après le „New-York Herald“ le Gouvernement américain a remis au gouvernement britannique les bases principales d'un projet d'association des nations, dont les statuts reproduisent dans l'ensemble ceux de l'ancien tribunal de la Haye: entre autres le projet américain écarte de cette association les petites nations.

## Mexique.

La „Gazette du Mexique“ du 28 mai annonce que le Conseiller de l'Ambassade Américaine Sammerlin en audience chez le président des Etats-Unis du Mexique, le général Obregon, a parlé de l'alarme suscitée à Washington par l'activité des bolchéviks qui se préparent soi-disant à des manifestations au Mexique. Le général a répondu qu'il avait pris des mesures contre la propagande des partis extrêmes.

## Egypte.

D'après le „Temps“ du 26 mai, les désordres à Alexandrie ont été suscités par les conflits entre les Kémalistes se trouvant en Egypte et les membres de la colonie grecque. Les agitateurs Kémalistes travaillent pour Mustapha-Kémal et le Khédivé déchu. Renter annonce que parmi les tués il y a 25 Egyptiens, 13 grecs, 12 Italiens et 2 français. Le Caire est calme.

## Revue de la Presse étrangère.

### France.

#### Le Congrès administratif du Parti.

(Suite de la 1re journée).

#### Intervention de Raoul Verfeuil.

Raoul Verfeuil, délégué permanent du Parti, demande la parole pour présenter quelques observations sur la politique du Comité directeur:

„Je savais, dit-il, que la politique du Parti après Tours serait pas différente de celle d'avant Tours“. (protestations)

Et Verfeuil annonce qu'il critiquera le Comité directeur sur deux points. D'abord pour son action contre la guerre et ensuite sur le fait que le Congrès national ne soit pas appelé à délibérer sur l'ordre du jour du Congrès de Moscou. Verfeuil aurait souhaité que dans les comités d'action contre la guerre on eut fait appel à la C. G. T.

„Je suis l'adversaire des dirigeants de la C. G. T. mais au-dessus de quelques hommes il y a l'organisation de la classe ouvrière“.

L'orateur aurait voulu qu'on examinât s'il n'était pas possible de faire contre la guerre l'unité de front révolutionnaire.

„On ne peut méconnaître que depuis la scission, des éléments révolutionnaires, nous ont quittés. Quelques-uns sont au parti dissident. Le plus grand nombre n'adhère aujourd'hui à aucune organisation, parce qu'il ne comprend rien à nos querelles intestines. Je regrette qu'on n'ait pas examiné la proposition de la fédération autonome du Jura qui suggérait d'essayer de faire contre la guerre l'unité révolutionnaire (tumulte)“. Il y a un moment de désordre après cette déclaration. Des délégués réclament le passage à l'ordre du jour, mais Frossard insiste afin que Verfeuil puisse terminer. Il regrette que le débat ait été ouvert, mais il faut maintenant l'épuiser.

Verfeuil en vient ensuite au Congrès de Moscou. Il estime que le présent congrès national pourrait examiner l'ordre du jour du congrès international du 1er Juin. Et il demande au Comité directeur quel mandat auront les délégués français sur les rapports des partis et des syndicats et sur les conflits entre l'Internationale Communiste et Serrati et entre l'Internationale et Paul Levi, Daumig et Clara Zetkin.

#### L. O. Frossard répond à Verfeuil.

Frossard répond immédiatement aux questions de Verfeuil, mais d'abord il regrette que celui-ci ait cru devoir les poser. „Au Premier Congrès du Parti il y avait peut-être autre chose à faire que d'apporter des critiques de détail surtout lorsqu'on est d'accord sur l'ensemble (applaudissements)“.

„Depuis 4 mois nous nous sommes occupés de réorganiser le Parti. Avant tout il faut vivre. Mais que Verfeuil dise que la politique actuelle du Parti n'est pas différente de celle d'avant le Congrès de Tours c'est inconcevable... (applaudissements)“.

„N'est-ce rien que nous ayons rompu avec le réformisme, que nous nous soyons constamment dressés contre cette bourgeoisie à laquelle les dissidents ont souvent ouvertement prêté leur concours“.

„Verfeuil proposait une action concertée avec la C. G. T. Une action commune n'est possible que s'il y a accord à la base et entente entre les hommes. Quel renfort d'ailleurs nous aurait apporté la majorité confédérale dans la lutte contre la guerre? Nous nous sommes adressés aux C. S. R. qui mènent la même bataille que nous“.

Et Frossard rappelle les tentatives d'action commune avec la C. G. T. faites l'année dernière par le Parti:

„Rappelez-vous, camarades, quelle adhésion prudente la majorité confédérale donna alors... Et aujourd'hui si nous avions fait appel à elle sans recueillir de leur collaboration aucun bénéfice pour le but que nous poursuivions nous lui aurions donné je ne sais quelle réhabilitation morale“.

Quant à une collaboration éventuelle avec les dissidents Frossard s'exprime ainsi:

„Je distingue entre les chefs (je dis tous les chefs) et les militants. Les chefs sont de plus en plus perdus pour le socialisme: ils vont au réformisme, à la collaboration des classes, au Bloc de gauche; quant aux militants peu à peu ils nous reviendront“.

„Tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans ce pays nous le grouperons en agissant! Et cela vaut mieux pour notre recrutement que je ne sais quelles vaines lamentations sur le passé“.

Frossard s'explique alors sur le Congrès de Moscou. Il ne pouvait être question d'attirer l'attention du gouvernement sur ce Congrès et de risquer que les délégués fussent empêchés de s'y rendre. Le Comité directeur a donc été obligé de donner lui-même un mandat aux délégués du Parti. Et Frossard ajoute: „Ces délégués, tiens, Verfeuil, je puis bien te le dire, aujourd'hui ils sont partis et je puis donner connaissance du mandat qui leur a été donné“.

Frossard donne lecture du mandat rédigé par le Comité Directeur. Au sujet du rapport de l'exécutif et des organisations nationales la formule: „Ni subordination, ni indépendance absolue!“ est suggérée. On attire l'attention du Congrès de Moscou sur la situation particulière du mouvement syndical français et la nécessité de respecter son autonomie. Quant aux conflits, des délégués devront s'informer du détail des choses qui n'est pas parfaitement connu en France, avant de se prononcer. Enfin les inconvénients des mouvements révolutionnaires sporadiques seront soulignés et il est indiqué que des tentatives de ce genre seraient en France vouées à un échec certain.

Sur tout cela le Comité directeur est unanime. Au Congrès de dire s'il continue d'avoir confiance en lui. Applaudissements.

(„L'Humanité“ du 16 mai).

## Allemagne.

### La part de Stinnes.

Il y a quelque temps a paru dans la presse socialiste la liste suivante, bien incomplète du reste, des entreprises sur lesquelles Stinnes a la haute main.

#### 1. Entreprises charbonnières.

Appartenant au „Stinnes Zechen“: Matthias Stinnes — Graf Beust — Ernestine — Friedrich Ernestine — Carolus Magnus — Victoria Matthias — Vereinigte Welheim — Schwarze Junge.

A la „Société des mines et fonderies de Bochum“: Emscher Friedrich — Friedrich der Grosse — Vereinigte Teutoburgia — Vereinigte Engelsburg. — Vereinigte Karolinenglück.

A la „Société par actions des mines germano-luxembourgeoises“: Sophia-Fredrika — Karl-Friedrich Erbstellen — Brockhauser Tiefbau — Amatus — Baaker — Mulde — Glückauf — Tiefbau — Hasenwinkel — Tremonia 2 Krüger — Julius Philipp — Friederika Termonia 1 — Dannenbaum und Eulenbaum — Friedlicher Nachbar — Kaiser Friedrich — Prinzregent.

A la „Société par actions des mines de Gelsenkirchen“: Erin — Castrop — Zollern 1 und 2 — Westhausen — Vereinigte Hamburg und Franziska — Thies — Vereinigte Rheinbe und Alma — Stein und Hardenberg — Pluto — Monopol — Grimberg — Vereinigte Germania — Hansa — Vereihigte Bonifazius — Grillo — Wilhelm — Zeche Diergaardt.

#### 2. Mines de fer:

Mines de fer: Bückeburg — Grosse Burg — Neukirchen — Friedrich Niedhöves — Dannenbaum Laer — Eulenbaum, Laer — Union, Eisenfeld — Wohlverwahrt — Florentine.

#### 3. Fonderies et aciéries:

A la „Société par actions des mines germano-luxembourgeoises“: Friedrich-Wilhelm Hütte — Dortmund Eisen und Stahlfabrik — Rote Erde à Dortmund — Meggener Walzwerk — Hasper Stahlwerk — Kettenfabrik Schlieper — Midgard à Brême — Nordseewerke à Emden — Weber en Brandenburg.

„Union des fonderies de Bochum“: So-

ciété pour l'industrie de l'acier de Bochum. A la „Société des mines de Gelsenkirchen“: Vulkan, Duisburg — Flemsburger Werk — Röhrenwerk vorm. Tiedl — Weiss- und Feinblechwerke, Hüsten — Hochofenwerk, Gelsenkirchen — Stahlwerk Ratibor — Stahlwerk Gebr. Böhler A. G. Düsseldorf — Giessereiwerke Gelsenkirchen.

#### 4. Autres entreprises:

Société par actions Königsberger Zellestoff, Königsberg — Norddeutsche Zellulosefabrik A. G. Königsberg — Buch- und Zellenstoffgewerbe Hugo Stinnes, Berlin. Norddeutsche Buchdruck- und Verlagsaktiengesellschaft, Berlin — Berliner Lohndruckerei Büxenstein Berlin — Deutsche Allgemeine Zeitung, Berlin — Industrie- und Handelszeitung, Berlin — Wirtschaftliche Nachrichten aus dem Ruhrgebiet, Essen — Elektrizitätsgesellschaft vormund Schuckert, Nürnberg — Siemens-Schuckert, Berlin — Siemens u. Halske, Berlin — Rheinisch-Westfälische Elektrizitätsgesellschaft, Essen — Sächsische Kraftwerke Osnaabrück — Rodergrube, Knapsack — Rheinische Elektro Stahlwerk — Koholyt A. G.

Automobilwerk Loeb, Scharlottenburg — Deutsche Lastautomobilfabrik Ratingen. Aktiengesellschaft Hugo Stinnes für Seeschiffahrt und Ueberseehandel, Hamburg — Kohlenreederei Hugo Stinnes Hamburg — Neuhofer Werft, Hamburg — Hamburger Verkehrsaktiengesellschaft, Hamburg — Allgemeine Nahrungsmittelimportgesellschaft (Alnari) Hamburg.

Et ce n'est pas tout: il y a un grand nombre d'autres entreprises de toutes espèces.

Comme on le voit, la part du gâteau qui revient à Stinnes est des plus modestes...

(Rote Fahne 18/V 1921).

### Angleterre.

#### Exploits policiers.

Manchester (Daily Herald 17/V). — La police de Manchester a perquisitionné dans les bureaux de la Section anglaise du Comité Provisoire de l'Internationale des Syndicats Rouges et dans ceux des „National Shop Stewards Comitees“ (Conseil National des Comités de Fabriques). Un grand nombre de documents ont été saisis.

Des perquisitions ont été également faites dans les typographies du Selfor.

Birmingham. (Daily Herald 17/V). — L'ingénieur Jack W. Leckie, du Comité des Ouvriers Ecosais, qui était recherché depuis quelque temps par la police pour un discours prononcé à Birmingham, vient d'être écorché. La police a refusé de le mettre en liberté sous caution, sous prétexte que Leckie présente un danger public.

On impute à Leckie un discours, prononcé par lui au Bull Ring, à un meeting auquel avait pris part Willie Gallacher.

Portsmouth (Daily Herald 17/V). — Une nouvelle arrestation a été opérée à Portsmouth; celle de George W. Trengley accusé de manœuvres subversives. Il est resté en prison jusqu'à samedi. L'inspecteur de Police Williams, dans sa déposition, a indiqué que Trengley, qui fréquentait le Parc Hôtel de Landport, usait d'un langage séditieux en présence de militaires.

D'après d'autres dépositions il aurait crié: „Au diable le roi et l'uniforme royal!“ et: „A bas l'uniforme royal!“ Deux matelots intervinrent, qui lui démentirent la mâchoire. On alla chercher une patrouille de matelots, et le prisonnier leur fut remis.

### Tchéco-Slovaquie.

Prague (Daily Herald 17/V). — L'aile gauche du parti Social-démocrate tchèque s'est muée hier en Parti Communiste Tchéque, par 562 voix contre 7. En même temps que cette nouvelle appellation ont été adoptées sans réserve les 21 conditions de la III-me et l'affiliation à l'Internationale Communiste. D'après les données officielles le nouveau parti Communiste possède plus de 400.000 membres et 2.000 organisations locales, ce qui revient à dire que c'est l'organisation de beaucoup la plus puissante en Tchéco-Slovaquie.

Le président de l'Exécutif du Parti Communiste Allemand, Meyer, dans son discours, souhaita la bienvenue aux nouvelles recrues qui viennent grandir les rangs de la révolution internationale. Il déclara que les communistes allemands se trouvaient à la veille de nouvelles batailles sur des fronts d'une ampleur sans précédent.

Les mesures coercitives pratiquées par les alliés à l'égard de l'Allemagne font lourdement sentir le faix du régime capitaliste aux épaules ouvrières et contribuent par cela même à exacerber l'antagonisme des classes. Les communistes n'attendent pas pour attaquer que les exploités aient étranglé le travail.

„Le capitalisme, a-t-il déclaré, se désagrège avec une rapidité croissante et il suffira d'un élan révolutionnaire des masses ouvrières pour le précipiter dans l'abîme“.

Le leader des communistes tchèques, Smeral, prononça un discours qui dura trois heures. „À l'heure actuelle, a-t-il déclaré, notre mouvement est si vigoureux, que, une fois le moment venu pour une révolution internationale, nous serons parfaitement en mesure d'arracher le pouvoir des mains de notre bourgeoisie et d'établir à demeure un gouvernement ouvrier“.

Prague (Daily Herald, 19/V). — Dans son discours de clôture au Congrès du Parti Communiste Tchéque, le leader des ouvriers du Textile, Dolezal, a déclaré que la révolution s'approche à grands pas et que les ouvriers tchèques doivent dès aujourd'hui apprendre à s'emparer du pouvoir et à le conserver. Une résolution d'approbation de la politique menée jusqu'à ce jour par l'Exécutif fut repoussée à l'unanimité et une nouvelle résolution adoptée, préconisant une tactique nettement révolutionnaire.

Les communistes tchèques qui viennent d'entrer décidément dans les rangs du mouvement révolutionnaire ouvrier sont devenus l'un des facteurs les plus puissants du socialisme européen.

## Pour le Congrès.

La Commission Centrale pour l'organisation du IIIème Congrès nous a fourni les renseignements suivants sur les travaux en cours.

Etant donné que le prochain Congrès, comme on sait, s'occupera de préciser les diverses nuances théoriques et pratiques groupées par la IIIème Internationale, et portera par suite un caractère strictement pratique, la Commission d'organisation vise avant tout à créer un cadre convenable, dans lequel les délégués puissent travailler avec le maximum de calme et de rendement.

Si le deuxième Congrès et le premier avaient attiré un grand nombre de représentants des grands Partis politiques et avaient porté un caractère relativement solennel, le IIIème Congrès, quoique possédant une représentation encore plus considérable, ne sera accompagné d'aucune manifestation solennelle de bienvenue, car il doit être tout entier consacré à l'action pratique, comme la IIIème Internationale elle-même.

La situation économique actuelle de la Russie ne permet guère l'organisation de solennités fastueuses, qui pour cette raison n'auront pas lieu. La Commission a mis à l'ordre du jour la question de travaux pratiques pour la remise en état de la ville, des chaussées et trottoirs des artères centrales, l'organisation pour les délégués de locaux leur fournissant le confort indispensable, etc. Ces résultats concrets remplaceront les pompeuses décorations éphémères.

Néanmoins, pendant le Congrès même, on compte organiser quelques fêtes. La Commission voudrait leur donner un caractère tel que les délégués soient mis en contact avec la masse du prolétariat russe, ces fêtes devant intéresser à la fois les délégués et l'ensemble des ouvriers russes.

La Commission compte faire coïncider avec le Congrès plusieurs célébrations de héros du travail dans les usines et les quartiers ouvriers.

Pendant le Congrès, une exposition spéciale sera ouverte à la Maison des Syndicats. Elle contiendra toutes sortes d'objets et de tableaux illustrant le mouvement ouvrier international, l'action du parti communiste et l'organisation de l'Etat Soviétiste. Une partie de l'exposition sera consacrée au mouvement syndical international, en prévision du Congrès des Syndicats Rouges. A la différence des expositions précédentes du même genre, l'entrée sera libre à la fois pour les délégués étrangers et pour les masses populaires russes.

Avant l'ouverture des travaux du Congrès, on compte donner pour eux pendant plusieurs jours une série de spectacles spéciaux dans nos théâtres.

Le Second Théâtre de la Section d'Instruction Publique, ancien Niezlobine, donnera à cette occasion le drame historique de Lounatcharski, intitulé „Peuple“. Le Premier Théâtre de la République donnera la satire révolutionnaire de Maïakovski „Mystère-Bouffes“. La troupe du Petit Théâtre donnera sur la scène de l'Aquarium la pièce de Gnieditch „Les Serfs“ vive illustration du servage en Russie, et la pièce d'Ostrovski „La Forêt“ sous une nouvelle présentation. Le Théâtre des Arts donnera „l'Oiseau Bleu“ et „Dans les Bas-Fonds“. Le Théâtre Korch donnera la Pièce de Lounatcharski „Le Chancelier et le Serrurier“. Tous les membres du Congrès auront libre accès à tous ces théâtres.

## Sur la personnalité historique de Lénine.

Hier, je rencontraï une femme qui fait partie de la troupe d'un des principaux théâtres de Moscou. De famille bourgeoise, instruite, mariée à un avocat, elle a dû pour vivre utiliser ses talents d'amateur et la Révolution a fait d'elle une professionnelle du théâtre. Par son éducation, elle est supérieure à la moyenne des artistes et elle représente assez fidèlement cette partie de la bourgeoisie russe qui accepte passivement le pouvoir des Soviets et ce qui en découle. Dans les périodes de crise alimentaire, les critiques sont très vives et les communistes sont alors voués à toutes malédictions. Mais lorsqu'on leur demande de formuler leurs désirs concrets, ces bourgeois sont singulièrement embarrassés.

Or, cette personne exprima les plaintes qu'on entend couramment chez les éléments petit-bourgeois. „Le peuple russe entier est prisonnier. Nous sommes comme en pays occupé. Quelle dictature nous subissons!“ Incidemment, parlant de la presse communiste et soviétiste, elle émit des doutes sur l'existence de l'accord anglo-russe et m'avoua que dans son milieu on n'y croyait pas. (Qu'on se rappelle qu'il y a un an, les représentants des trade-unions, dont le menchevisme était pourtant marquant, étaient considérés par la bourgeoisie russe comme des Russes ayant habité longtemps l'Angleterre et camouflés par les bolcheviki en représentants des syndicats anglais). Mais lorsque je lui mis devant les yeux les organes impérialistes français reprochant avec véhémence à Lloyd George sa „complaisance“ pour les „dictateurs de Moscou“, elle fut convaincue.

Comme elle continuait à geindre, je la questionnai:

— Dites-moi donc d'une façon concrète quel gouvernement vous voudriez voir substitué au régime soviétiste?

Elle ne répondit pas.

— Peut-être désireriez-vous que votre ami Milioukoff formât un gouvernement?

Elle se montra fort offensée.

— Je vous prie de ne pas l'appeler mon „ami“. Je le déteste ce Milioukoff, lui et la plupart des cadets.

— Un gouvernement Tchernoff?

— Non.

— Tout le pouvoir à Martoff et aux mencheviki?

— Non, non, fit-elle avec impatience.

— Un nouveau tsar, alors?

— Non pas, non pas.

Alors d'une voix frêle et timide et rougissant quelque peu, elle me confia:

— Lénine, comme président de la République, et une Constituante.

Lénine, celui-là même qui raille le plus la Constituante et la fit dissoudre, Lénine, président d'une République ayant une Constituante comme base! J'éclatai de rire. Puis, je réfléchis et me rappelai que ce n'était pas la première fois que j'entendais exprimer une opinion de ce genre.

C'est un fait remarquable que les anti-communistes de toutes catégories et qui s'adonnent au confusionnisme le plus bigarré réservent toujours la première place à Wladimir Ilitch. L'admiration que professent les bourgeois pour Lénine signifie-t-elle que le conducteur de la Révolution mondiale est devenu le moins farouche d'entre les bolcheviki et le plus sage des communistes? Non, mais tandis que tels autres camarades qui depuis quatre ans ont consacré toute leur intelligence, toute leur énergie, toutes leurs forces à l'édification et à la défense de la République Fédérative des Soviets, sont traités avec colère, avec mépris, par la petite bourgeoisie, Lénine, — c'est bien, je crois, la première fois que nous observons pareil phénomène dans l'histoire — est devenu un personnage historique, celui qu'indistinctement on accepte sans critiques sans réserves, bref, le héros populaire.

„Réaliste austère et fin politique, Lénine devient peu à peu une personnalité légendaire“ a écrit Maxime Gorki.

Et voici quelques mois, un professeur faisait à Moscou une conférence dont le titre même est tout à fait suggestif: Pierre le Grand et Lénine.

En poursuivant un dessein infiniment plus vaste et plus lointain, Lénine a reconstitué l'unité nationale de la Russie. Lénine a libéré le peuple russe du tsarisme et de l'impérialisme mondial, et l'Orient en éveil luttant pour son affranchissement, s'appuie sur son oeuvre et sur son nom. L'histoire a connu des génies politiques, des réformateurs de grand style, des conquérants audacieux et glorieux, mais seul jusqu'à ce jour Lénine a subordonné sa personnalité, son pouvoir, à une doctrine qu'il professait à l'époque où il militait humble, méprisé et calomnié: le marxisme.

„Le pouvoir aux soviets (sans les communistes)“ ne se lasse de répéter à présent Monsieur Milioukoff.

„Le pouvoir à Lénine (sans le communisme)“, pensent d'autres bourgeois et capitalistes. Ces derniers oulient que Lénine personnifie la théorie et la pratique du marxisme révolutionnaire, qu'il est l'apôtre et le chef incontesté du communisme international, qu'il est le premier militant du plus grand parti ouvrier du monde.

Moscou 29-5-21. HENRI GUILBEAUX.

## Note à la France.

(du Commissariat des Affaires Etrangères d'Ukraine)

Monsieur Briand, Ministre des Affaires Etrangères, Paris.

Le Gouvernement Soviétiste Ukrainien se voit obligé de protester une fois de plus contre les agissements que le Gouvernement Français se permet à l'égard de l'Ukraine. En dépit de ses déclarations réitérées au Parlement sur l'abandon de la politique d'intervention dans les affaires intérieures des Républiques Soviétistes, en dépit même de la condamnation de la politique menée en Ukraine par ses représentants pendant le séjour à Odessa, en 1918, du Général d'Anselme, avec les forces de terre et de mer françaises le Gouvernement Français cherche de nouveau à troubler l'ordre établi, à allumer la guerre civile et à encourager les organisations contre-révolutionnaires qui veulent précipiter l'Ukraine dans de nouvelles épreuves et empêcher le rétablissement de la vie politique normale.

D'après les renseignements précis en la possession du Gouvernement Ukrainien le Gouvernement Français a pris sous sa protection les organisations contre-révolutionnaires qui ont causé des maux incalculables au peuple ukrainien, il favorise activement la réorganisation des unités pétliuriennes internées en Pologne, il étudie, de concert avec les représentants du prétendu gouvernement de la République populaire d'Ukraine, le moyen de conserver ces unités pour les utiliser, à la première occasion, contre les ouvriers et paysans ukrainiens. A cet effet le Gouvernement Français a l'intention de se servir de sa domination de fait sur la majeure partie du continent européen et de sommer les Gouvernements Autrichien, Hongrois et Allemand de remettre à la disposition des organisations contre-révolutionnaires ukrainiennes les ressources financières déposées au nom de l'Ukraine dans les banques de ces pays. En particulier le Gouvernement Français s'efforce de retirer de la Banque Impériale d'Allemagne un demi milliard de marks appartenant au peuple ukrainien afin de fournir aux bandes pétliuriennes les armes nécessaires pour incendier les cités et les villages d'Ukraine, pour massacrer la population innocente et pour se livrer à leurs pillages accoutumés.

Le Gouvernement Soviétiste d'Ukraine a l'honneur de déclarer au Gouvernement Français que les fonds ukrainiens déposés dans différentes banques, en tant que propriété de l'Etat Ukrainien, appartiennent au peuple ukrainien et à son légitime Gouvernement, le Gouvernement Soviétiste d'Ukraine lequel étend aujourd'hui sa domination sur tout le territoire de l'Ukraine et est reconnu comme sujet de droit international par une série de traités internationaux et en particulier par le traité conclu avec la République Polonaise cette année à Riga. C'est pourquoi nul et y compris le Gouvernement Français n'a le droit de disposer des sommes appartenant aux ouvriers et paysans ukrainiens. Toute utilisation de ces sommes sans autorisation du Gouvernement Ukrainien est un acte de violence et un abus de pouvoir. Le Gouvernement Soviétiste d'Ukraine, qui a tant de fois exprimé le désir de rétablir les relations normales entre l'Ukraine et tous les Etats, la France en particulier, estime que la politique du Gouvernement Français à son égard ne correspond pas aux intérêts non seulement du peuple ukrainien mais encore à ceux du peuple français qui a besoin de relations économiques normales avec tous les pays et surtout avec ceux qui, comme l'Ukraine ont une importance économique spéciale. En conséquence le Gouvernement Soviétiste Ukrainien espère que le peuple français et avant tout les masses ouvrières ne permettront pas à leur gouvernement d'allumer de nouveau la guerre civile, d'égorger et de ruiner l'Ukraine.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple et Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères de la République Soviétiste d'Ukraine:

RAKOVSKI

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.